

Unité départementale du Hainaut  
Parc d'activités de l'aérodrome  
BP800  
59309 Valenciennes Cedex

Valenciennes, le 13/05/2026

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 09/10/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

**LAUWIN SOLUTIONS LOGISTICS**

RUE DE LA PLAINE  
CENTRE LOGISTIQUE LILLE DOUAI BAT 1  
59553 Lauwin-Planque

Références : 2026-V1-125  
Code AIOT : 0007005864

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 09/10/2025 dans l'établissement LAUWIN SOLUTIONS LOGISTICS implanté RUE DE LA PLAINE CENTRE LOGISTIQUE LILLE DOUAI BAT 1 59553 Lauwin-Planque. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

L'inspection a pour objet de procéder au récolement de la mise en demeure du 18 novembre 2024 relative à la surveillance des eaux souterraines. Ce contrôle vise à vérifier la mise en conformité effective de l'exploitant au regard des prescriptions fixées et des échéances associées.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- LAUWIN SOLUTIONS LOGISTICS

- RUE DE LA PLAINE CENTRE LOGISTIQUE LILLE DOUAI BAT 1 59553 Lauwin-Planque
- Code AIOT : 0007005864
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entrepôt logistique (bâtiment B1) est implanté sur la commune de Lauwin-Planque. Il relève des dispositions de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014, complété par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2017, et est notamment classé au titre de la rubrique 1510 de la nomenclature des installations classées.

L'installation présente un volume de stockage total de 657 312 m<sup>3</sup> pour un tonnage maximal autorisé de 46 136 tonnes. Le bâtiment est organisé en neuf cellules de stockage, comprenant sept cellules d'un volume unitaire de 6 000 m<sup>3</sup> et deux cellules d'un volume unitaire de 5 970 m<sup>3</sup>, pour une hauteur au faîtage de 12,2 mètres.

Le site relève également des rubriques 1530 et 1532 pour des volumes respectifs de 123 029 m<sup>3</sup> et 126 029 m<sup>3</sup>, ainsi que des rubriques 2662-1, 2663-1-a et 2663-2-a pour un volume de 120 313 m<sup>3</sup> chacune. Enfin, l'installation comprend une activité relevant de la rubrique 2910-A-2, correspondant à deux chaudières fonctionnant au gaz naturel pour une puissance totale de 3 MW.

#### Contexte de l'inspection :

- Suite à mise en demeure

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
3	Identification des effluents	AP Complémentaire du 27/08/2017, article 5	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	1 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Eaux souterraines	AP de Mise en Demeure du 18/11/2024, article 1 et 2	Levée de mise en demeure
2	État des matières stockées	Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.1 de l'annexe II	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection retient les éléments suivants à l'issue de la visite du 9 octobre 2025 :

- Surveillance des eaux souterraines : dispositif opérationnel et conforme, sans anomalie relevée sur les campagnes 2025 disponibles.
- État des matières stockées : outil désormais structuré et conforme aux exigences réglementaires.
- Organisation environnementale : mise en conformité globalement engagée et

- opérationnelle sur les volets suivis.
- Ouvrages hydrauliques : désordres affectant l'étanchéité du bassin de confinement des eaux pluviales.
- Travaux correctifs : absence de mise en œuvre des travaux malgré un devis transmis en 2024.
- Appréciation générale : amélioration notable, mais persistance d'écarts sur les infrastructures de gestion des eaux.

Au regard des éléments relatifs à la surveillance des eaux souterraines, l'inspection propose la levée de la mise en demeure du 18 novembre 2024.

En revanche, les constats relatifs à l'étanchéité du bassin de confinement des eaux pluviales et à l'absence de réalisation des travaux associés sont susceptibles de justifier l'engagement d'une procédure de mise en demeure de l'exploitant.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Eaux souterraines

<b>Référence réglementaire :</b> AP de Mise en Demeure du 18/11/2024, article 1 et 2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Surveillance piézométriques
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Article 1 - Mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014  La société LAUWIN SOLUTION LOGISTICS (ex GOODMAN B1), dont le siège social est situé 390 rue du calvaire - 59810 LESQUIN, exploitant un entrepôt sis rue de la plaine à LAUWIN-PLANQUE (59553) est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014 susvisé en respectant les fréquences de mesures imposées pour la surveillance des eaux souterraines, sous un délai maximal de trois mois à compter de la date de notification du présent arrêté.</p> <p>Article 2 - Conditions de respect des dispositions de l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014  La mise en demeure définie à l'article 1 est considérée comme respectée si l'exploitant réalise les mesures imposées concernant la surveillance des eaux souterraines prévues à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 11 août 2014 susvisé dans les conditions suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>* la première mesure dans un délai de 3 mois à compter de la notification du présent arrêté comme précisé à l'article 1 ;</li> <li>* que les 2 mesures suivantes respectent la fréquence édictée à l'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014.</li> </ul>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'article 9.2.4 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 impose la mise en place d'une surveillance régulière des eaux souterraines, incluant des mesures piézométriques et des analyses physico-chimiques selon des fréquences définies. Par arrêté de mise en demeure du 18 novembre 2024, l'exploitant a été tenu de se conformer à ces dispositions, notamment en respectant les fréquences de mesures prescrites.</p> <p>Lors de l'inspection du 25 avril 2023, il était constaté que l'exploitant ne réalisait pas de surveillance des eaux souterraines. Aucun suivi régulier n'était tenu à disposition de l'inspection, en dehors de quelques analyses anciennes et ponctuelles (2017-2018). Cette situation avait</p>

conduit à relever une non-conformité, accompagnée d'un engagement de l'exploitant à mettre en place un suivi, matérialisé par la commande d'une prestation auprès d'un laboratoire.

Lors de la visite du 9 octobre 2025, l'inspection constate que l'exploitant a engagé une surveillance conforme aux prescriptions. Un rapport d'analyse couvrant les campagnes de l'année 2025 a été transmis à l'inspection le 6 octobre 2025. L'examen de ce rapport ne met pas en évidence de non-conformité pour les trois campagnes déjà réalisées.

L'inspection constate également que :

- une campagne de mesures trimestrielles supplémentaire est programmée dans la semaine suivant l'inspection ;
- la campagne du quatrième trimestre 2025 doit être réalisée par l'exploitant à la fin du mois d'octobre ;
- en parallèle, des mesures sont réalisées par la société SGS pour le compte de l'agglomération, dans le cadre du suivi imposé par l'arrêté préfectoral pris au titre de la loi sur l'eau lors de l'aménagement de la zone d'activités. La présence de ce prestataire est constatée le jour de la visite.

**Au regard de ces éléments, l'inspection considère que l'exploitant respecte désormais les obligations de surveillance des eaux souterraines fixées par l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 et par l'arrêté de mise en demeure du 18 novembre 2024.**

Par ailleurs, l'inspection rappelle à l'exploitant que tout dépassement des valeurs de référence constitue un incident, voire un accident selon sa gravité, et doit faire l'objet :

- d'une information immédiate de l'inspection ;
- d'une analyse des causes ;
- de la mise en œuvre d'un plan d'actions correctives ;
- d'un suivi permettant de démontrer le retour à une situation conforme.

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de veiller à :

- poursuivre la surveillance des eaux souterraines dans le strict respect des fréquences et paramètres prescrits ;
- déposer les résultats de l'auto-surveillance sur la plateforme GIDAF, dans les délais réglementaires ;
- transmettre, le cas échéant, à l'inspection les rapports d'analyse accompagnés de commentaires et de représentations graphiques de l'évolution des paramètres ;
- informer sans délai l'inspection en cas de dépassement, en transmettant les éléments d'analyse, les investigations menées et les mesures correctives mises en œuvre, jusqu'à démonstration du retour à la normale.

Compte tenu de la mise en conformité constatée et du respect des prescriptions sur l'année 2025, il est proposé de considérer que la mise en demeure du 18 novembre 2024 est satisfaite pour ce qui concerne la surveillance des eaux souterraines. **L'inspection propose à M. le préfet du Nord l'abrogation de l'arrêté de mise en demeure du 18 novembre 2024.**

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Levée de mise en demeure

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 11/04/2017, article 1.4.1 de l'annexe II
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, État des matières stockées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, y compris les matières combustibles non dangereuses ou ne relevant pas d'un classement au titre de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Cet état des matières stockées permet de répondre aux deux objectifs suivants :</p> <p>1. servir aux besoins de la gestion d'un événement accidentel ; en particulier, cet état permet de connaître la nature et les quantités approximatives des substances, produits, matières ou déchets, présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage.</p> <p>Pour les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les différentes familles de mention de dangers des substances, produits, matières ou déchets, lorsque ces mentions peuvent conduire à un classement au titre d'une des rubriques 4XXX de la nomenclature des installations classées.</p> <p>Pour les produits, matières ou déchets autres que les matières dangereuses, devront figurer, a minima, les grandes familles de produits, matières ou déchets, selon une typologie pertinente par rapport aux principaux risques présentés en cas d'incendie. Les stockages présentant des risques particuliers pour la gestion d'un incendie et de ses conséquences, tels que les stockages de piles ou batteries, figurent spécifiquement.</p> <p>Cet état est tenu à disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires, dans des lieux et par des moyens convenus avec eux à l'avance ;</p> <p>2. répondre aux besoins d'information de la population ; un état sous format synthétique permet de fournir une information vulgarisée sur les substances, produits, matières ou déchets présents au sein de chaque zone d'activités ou de stockage. Ce format est tenu à disposition du préfet à cette fin.</p> <p>L'état des matières stockées est mis à jour a minima de manière hebdomadaire et accessible à tout moment, y compris en cas d'incident, accident, pertes d'utilité ou tout autre événement susceptible d'affecter l'installation. Il est accompagné d'un plan général des zones d'activités ou de stockage utilisées pour réaliser l'état qui est accessible dans les mêmes conditions.</p> <p>Pour les matières dangereuses et les cellules liquides et solides liquéfiables combustibles, cet état est mis à jour, a minima, de manière quotidienne.</p> <p>Un recalage périodique est effectué par un inventaire physique, au moins annuellement, le cas échéant, de manière tournante.</p> <p>L'état des matières stockées est référencé dans le plan d'opération interne lorsqu'il existe.</p> <p>L'exploitant dispose, avant réception des matières, des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent, ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition, dans les mêmes conditions que l'état des matières stockées.</p> <p>Ces dispositions sont applicables à compter du 1er janvier 2022.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de l'inspection du 25 avril 2023, il était constaté que l'état des matières stockées était incomplet. Les quantités n'étaient pas exprimées en masse, les familles de produits et les risques associés n'étaient pas renseignés, et certains stockages n'étaient pas intégrés. L'absence d'un état synthétique exploitable en situation d'urgence et d'un plan associé avait également été relevée.</p>

Lors de la visite du 9 octobre 2025, l'inspection demande à consulter l'état des matières stockées couvrant les cellules 1 à 9. L'exploitant présente un document sous forme de diaporama ainsi qu'un plan de stockage. Ces éléments sont transmis le jour même à l'inspection. L'inspection constate que l'exploitant dispose désormais :

- d'un état des matières stockées synthétique permettant de localiser et catégoriser les produits par grandes familles ;
- d'un plan de stockage identifiant les principales zones et catégories de produits ;
- d'un système informatisé permettant le suivi en temps réel des stocks et de leur localisation.

Il est également constaté que :

- les palettes et certains stockages annexes sont intégrés au plan ;
- la cuve de GNR utilisée pour le sprinklage est identifiée ;
- les fiches de données de sécurité sont disponibles, notamment celle du GNR (version du 04/05/2023).

Toutefois, l'inspection relevait initialement que :

- le plan ne précisait pas le niveau de danger associé à certains stockages ;
- la caractérisation des risques n'était pas explicitement intégrée dans l'état présenté ;
- la consolidation du plan restait à finaliser.

Par courriel du 16/10/2025, l'exploitant a transmis le plan de stockage et l'état des matières stockées mis à jour, conformes aux prescriptions applicables.

Au regard de ces éléments, l'inspection considère que l'exploitant respecte désormais les dispositions de l'article 1.4.1 de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 11 avril 2017.

**Type de suites proposées :** Sans suite

### N° 3 : Identification des effluents

**Référence réglementaire :** AP Complémentaire du 27/08/2017, article 5

**Thème(s) :** Risques chroniques, Etanchéité bassin confinement et regard

**Prescription contrôlée :**

L'article 4.3.5.1 « identification des effluents » de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 est modifié comme suit :

« Les effluents du site sont :

[...]

les eaux pluviales de voiries lourdes sont stockées dans un bassin de confinement (décantation) étanche d'un volume de 1 552 m<sup>3</sup> puis dirigées vers un déshuileur/séparateur d'hydrocarbures et envoyées à l'aide d'une pompe de relevage dans un bassin d'infiltration dont le fond est muni d'un filtre à sable (lit de sable de 80 cm).

[...]

**Constats :**

L'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014, modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 27 août 2017, impose que les eaux pluviales de voiries lourdes soient

collectées dans un bassin de confinement étanche, puis traitées avant infiltration, afin de garantir la maîtrise des risques de pollution.

Lors de sa visite, l'inspection procède à l'examen du bassin de confinement des eaux pluviales et de ses équipements associés.

L'inspection constate la présence de déformations sur la bâche de protection du bassin, celle-ci étant soulevée par des remontées d'eau.

Ces éléments traduisent une altération visible de l'ouvrage de confinement, susceptible d'affecter son intégrité fonctionnelle.

L'exploitant indique que le regard associé au bassin n'est pas étanche.

L'exploitant précise par ailleurs que la maîtrise d'ouvrage des bassins de gestion des eaux pluviales relève exclusivement de l'agglomération, l'entrepôt ICPE en étant uniquement utilisateur.

Dans ce cadre, l'exploitant indique avoir transmis en novembre 2024 à l'agglomération un devis établi par la société AQUAGEO, d'un montant de 9 900 € HT, relatif à la réalisation de travaux de mise en conformité du bassin. À ce jour, ce devis n'a pas donné lieu à la réalisation de travaux.

L'inspection rappelle néanmoins que l'exploitant demeure responsable du respect des prescriptions applicables à son activité ICPE, indépendamment des modalités de maîtrise d'ouvrage des ouvrages de gestion des eaux pluviales.

#### **Conclusion :**

**Au regard des éléments constatés et des informations communiquées, l'inspection considère que l'intégrité et la fonctionnalité du bassin de confinement ne sont pas garanties, ce qui constitue un écart aux prescriptions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 modifié.**

#### **Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'inspection demande à l'exploitant de transmettre, dans un délai d'un mois :

- un devis actualisé et signé relatif aux travaux de remise en conformité du bassin de confinement ;
- un planning détaillé de réalisation des travaux.

En l'absence de transmission des éléments demandés dans le délai imparti, l'inspection proposera à M. le préfet du Nord de mettre en demeure l'exploitant de respecter les dispositions de l'article 4.3.5.1 de l'arrêté préfectoral du 11 août 2014 modifié.

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

**Proposition de délais :** 1 mois